



## Chapitre E-19

### LOI SUR L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE D'ORDONNANCES ALIMENTAIRES

**Exécution de jugements.** **1.** Le jugement rendu dans une autre province du Canada, portant condamnation à des aliments, peut être exécuté au Québec conformément aux conditions et formalités prescrites par la présente loi.

S. R. 1964, c. 23, a. 1.

**Copie au protonotaire.** **2.** Le procureur général, lorsqu'il reçoit de source autorisée une copie de ce jugement, certifiée comme conforme à l'original par le juge du tribunal qui l'a rendu ou par un officier compétent de ce tribunal, la transmet au protonotaire de la Cour supérieure du district où le défendeur a son domicile ou sa résidence.

**Copie au protonotaire.** Si l'endroit de ce domicile ou de cette résidence n'est pas indiqué au procureur général, il transmet la copie du jugement au protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec.

S. R. 1964, c. 23, a. 2.

**Dépôt** **3.** Aussitôt que cette copie de jugement lui parvient, le protonotaire y inscrit la date de sa réception et la dépose dans les archives de son greffe pour en faire partie.

**Effet.** Ce jugement, dès lors, produit les mêmes effets, notamment quant à son exécution, que s'il avait été rendu par un tribunal siégeant au Québec.

S. R. 1964, c. 23, a. 3.

**Conditions.** **4.** Pour bénéficier des dispositions de la présente loi, le jugement rendu dans une autre province du Canada doit être conforme aux lois et règles d'ordre public en vigueur au Québec, notamment celles qui ont trait au mariage.

S. R. 1964, c. 23, a. 4.

**Plaidoyer.** **5.** L'inconciliabilité du jugement avec les lois ou règles d'ordre public du Québec peut être plaidée par le défendeur, par voie d'opposition à l'exécution.

- Préséance.** Cette opposition, dont la procédure est sommaire, est soumise au tribunal avec toute la diligence possible et a préséance, quant à l'audition, sur toute autre cause.  
S. R. 1964, c. 23, a. 5.
- Confirmation.** **6.** Le bénéficiaire d'un jugement extra-provincial subordonné à la décision des tribunaux du Québec ne peut l'exécuter qu'après en avoir obtenu, par voie de requête, de la Cour supérieure du district où la copie du jugement est déposée, une confirmation de ce jugement avec ou sans modification.  
S. R. 1964, c. 23, a. 6.
- Documents versés au dossier.** **7.** Dans le cas de l'article 6, les dépositions ou transcriptions sténographiques des témoignages transmises avec le jugement rendu dans une autre province sont versées au dossier de la cause pour faire partie de la preuve, laquelle peut être complétée par de nouvelles preuves légales offertes par les parties. Puis, la Cour supérieure rend son jugement, confirmant, modifiant ou annulant, selon le cas, le jugement extra-provincial.
- Recours.** Ce jugement de la Cour supérieure est soumis aux mêmes recours légaux et au même droit d'appel que si l'instance avait été commencée au Québec.  
S. R. 1964, c. 23, a. 7.
- Copie pour fins d'exécution.** **8.** Le bénéficiaire d'un jugement rendu au Québec, contre une personne n'y ayant ni domicile ni résidence, et portant condamnation à des aliments peut obtenir du protonotaire l'envoi, au procureur général, d'une copie authentique de ce jugement, pour fins d'exécution dans une autre province du Canada.
- Transmission de la copie.** Le procureur général transmet cette copie au ministre chargé de l'administration de la justice dans la province où le débiteur a son domicile ou sa résidence, afin que ce jugement puisse y être exécuté suivant les lois qui y sont en vigueur.  
S. R. 1964, c. 23, a. 8.
- Jugement de caractère provisoire.** **9.** Dans le cas de poursuite pour des aliments devant un tribunal du Québec, contre une personne qui n'y a ni résidence ni domicile, la cour peut, pour les fins de l'article 8, par dérogation aux règles du Code de procédure civile, même si le défendeur n'a pas été appelé ni entendu, rendre un jugement de caractère provisoire, subordonné au jugement définitif du tribunal compétent du lieu où le défendeur réside ou a son domicile.

Transmission de documents  
et de renseignements.

Les dépositions et transcriptions sténographiques des témoignages et les indices de signalement, d'identité et de résidence ou de domicile du défendeur sont alors transmis, avec la copie du jugement, par le protonotaire au procureur général, et par celui-ci au ministre chargé de l'administration de la justice dans la province où il s'agit d'exécuter ce jugement.

S. R. 1964, c. 23, a. 9.

Application.

**10.** La présente loi s'applique aux jugements portant condamnation à des aliments, rendus dans les provinces du Canada désignées par décret du gouvernement et dont les lois permettent l'exécution, dans leur territoire respectif, des jugements de même nature rendus au Québec.

S. R. 1964, c. 23, a. 10.

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 23 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre E-19 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 23**

**Chapitre E-19**

LOI DE L'EXÉCUTION  
RÉCIPROQUE D'OR-  
DONNANCES ALIMEN-  
TAIRES

LOI SUR L'EXÉCU-  
TION RÉCIPROQUE  
D'ORDONNANCES ALI-  
MENTAIRES

---

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 10

1 - 10

---

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme «omis» dans la colonne «Remarques» vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

